Lettre d'information N° 250 - 12 février 2025

PERSPECTIVE CATHOLIQUE

Aux catholiques, à ceux qui le sont un peu et à ceux qui ne le sont pas du tout

Conscience de la suisse
Spleen en Helvétie - Jean-Pierre Saw
PAGE 1

Presse française
Une semaine formidable ! - Eric Bertinat
PAGE 2

Politique sociale
Luigi Mangione - Mirco Canoci
PAGES 3 et 4

Vatican
Le Pape déclare la guerre à Trump - Richard Cascioli
PAGE 4

En Vrac
PAGE 5

Réseaux sociaux
USAID - La grande machination médiatique dévoilée - Vincent Pellegrini
PAGE 6

Suisse-UE : Soutien mitigé des grandes organisations économiques - François Schaller
PAGE 6

Spleen en Helvétie

Jean Pierre Saw - Selon le *Henley Passeport Index* publié en ce début d'année, notre document à croix blanche ouvre la porte de 190 destinations sans visa, ce qui le place dans le 5e groupe de pays ex aequo avec quatre autres1 ; il paraît que le reste du monde nous envie ce passeport, ainsi que notre paix et notre sécurité ; que toute l'Europe, dont nous sommes le centre, veut travailler chez nous. Et pourtant…

Être Suisse, c'est accepter de rester petit, de ne pas avoir d'ambition autre que la neutralité, c'est-à-dire quelque part une existence en marge des affaires des grands.

Être Suisse, c'est avoir besoin de grandeur, tout en renonçant à nos rêves ; être obligé de partir pour respirer ; de voyager pour voir au-delà de nos montagnes.

Être Suisse, c'est se glorifier d'une histoire de victoires, d'indépendance et de fierté méritées, mais devoir assister malgré tout aux renoncements successifs à notre souveraineté.

Être Suisse, c'est pouvoir se prononcer sur tout et rien, mais ne pas élire les gens qui nous gouvernent, et devoir ensuite attendre qu'ils démissionnent, las d'administrer dans l'anonymat.

Posséder ce fameux passeport c'est se conformer aux règles, afin de survivre socialement. Ne pas faire trop de bruit, ni de vagues, arriver en avance, rouler à la vitesse autorisée, mais pas en-dessous. Et ne pas dépasser d'une tête, surtout quand vous êtes aux commandes.

Être Suisse, c'est souffrir d'un double complexe : d'infériorité, parce que nous sommes petits, et de supériorité, parce que nous sommes riches, moins endettés, plus efficaces, productifs et attractifs…

La grande tentation, quand on est Suisse, c'est de vouloir jouer un rôle quand nous ne comptons pas. De se pavaner, plutôt que de rester modestement à notre place. Cela vous rappelle quelque chose ?

À considérer les dernières nouvelles de notre Département de la défense, point n'est besoin de commission parlementaire pour constater que le chaos y règne. S'il y a unanimité sur l'augmentation des femmes en uniforme et l'accueil amélioré des troubles de l'identité, les projets militaires, eux, ont accumulé des défauts et des retards jusqu'à pousser la principale responsable à jeter l'éponge. Sans parler de l'analyse de la menace, ridiculement copiée sur celle de l'OTAN, par manque d'imagination sans doute… L'Iran, un danger pour nous, vraiment ?

Talleyrand disait : «Si je me considère, je me méprise ; si je me compare, je me rassure.» Ainsi en va-t-il de la Suisse. Chez nos voisins, c'est en amont que le bât blesse : La France lutte pour pérenniser un gouvernement fragile, l'Allemagne veut interdire le deuxième parti du pays ; l'Autriche teste péniblement sa majorité ; l'Italie, elle, lorgne vers les Etats-Unis. À l'Est, les mal aimés menacent l'Union de leur véto. Pendant ce temps, outre Atlantique, le tonitruant Président promet des taxes supplémentaires et envisage une annexion de sol européen, tout en exhortant ses partenaires de l'Alliance à des dépenses militaires qui les étrangleraient.

Étrangement, il aura fallu attendre que le paquebot européen craque et que le porte-avion otanien prenne l'eau pour que la barque helvétique choisisse de s'en rapprocher… Si notre lenteur légendaire permet souvent d'apprendre des erreurs des autres, elle menace aussi de nous faire manquer les virages trop brutaux de l'Histoire. Après sept ans d'errance au sein de notre Défense, même le remplacement tant attendu d'une Conseillère fédérale s'avère un défi, et pour cause… Un triste symbole des limites de notre personnel politique lorsque le temps se gâte. —

1 Google est l'ami des curieux… Il vous révèlera notamment que nous sommes à ex aequo avec la Belgique, la Nouvelle Zélande, le Portugal et le Royaume-Uni.

Une semaine formidable !

Eric Bertinat - En fin de semaine dernière, un petit tour dans votre kiosque à journaux vous a certainement ravi. Et pas seulement financièrement. Petit tour d'horizon des quelques titres qui ont retenu mon attention.

Valeurs Actuelles (N° 4602 – 5 au 11 février 2025)
Un article justifie à lui seul l'achat de ce numéro, hors de prix en Suisse ! Pierre Brochand, ancien patron de la DGSE (sécurité extérieure de la France) et proche, dit-on, d'Éric Zemmour, a accepté de s'exprimer sur l'immigration, qu'il qualifie de «pulsion suicidaire». Des paroles très fortes, venant d'un haut fonctionnaire qui exprime son exaspération et explique les raisons inavouées du laxisme français : « Après 50 ans d'inaction, la déploration finit par lasser. »
Le journaliste l'interroge : que manque-t-il à nos dirigeants ? « Au long de mon parcours, j'ai eu l'occasion de converser, en privé, avec nombre de responsables de tous bords : leurs propos sur l'immigration, quand ils ne se sentent pas surveillés, vous étonneraient par leur sévérité. Force est donc de dénoncer une absence de courage, car la carence des moyens n'est qu'une conséquence. [...] D'après ce que j'ai observé, leur hantise est d'échapper aux anathèmes briseurs de carrières (racisme, extrême droite). [...] En bref, si nos élites ne sont pas au rendez-vous, c'est avant tout par terreur du bannissement, hors du «cercle de la raison», ce petit village où l'on se blottit, bien au chaud, et dont il ne fait pas bon sortir. »

Le JDNews (N° 021 – 5 au 11 février 2025)
Ce nouveau média ne crèvera pas votre budget (4 frs) ! Sarah Knafo vous regarde droit dans les yeux sur la page de couverture. Régulièrement invitée sur les plateaux des chaînes d'info en continu, la députée européenne semble prendre le pas sur sa rivale Marion Maréchal. Mais ce n'est pas de cela que je veux vous parler. J'ai retenu de ce numéro un article intitulé : «Ingérences idéologiques – La Commission européenne cédera-t-elle à l'islamisme ?»
« Un rapport récemment publié par la Commission européenne cible des lois françaises et succombe à plusieurs revendications d'ONG réputées proches des Frères musulmans. [...] Au-delà des analyses et recommandations, les liens entre le réseau d'experts indépendants à l'origine du document et plusieurs organisations américaines – dont celle de George Soros, qui ne cache aucune ambition politique ou idéologique dans son entreprise philanthropique – interpellent. [...] Quant à l'auteur du rapport, le juriste Andreas Kadar, il est co-président du Comité Helsinki Hongrie, l'une des principales ONG opposées au gouvernement de Viktor Orbán. Depuis 2016, ce comité a reçu pas moins de 2,8 millions de dollars de la fondation de George Soros. »

Le Point (N° 2741 – 6 février 2025)
Cet hebdomadaire, plus que cinquantenaire, que l'on peut raisonnablement classer «plutôt à droite», propose un grand entretien avec Javier Milei. Si Donald Trump vous décoiffe, le président argentin va vous arracher la perruque ! Ses idées sont incroyablement claires, aussi claires que sa détestation du socialisme. Il fait partie de ces nouveaux politiciens qui soldent l'échafaudage politique tour pourri de l'après-guerre, fait d'arrangements entre petits copains, de ce «petit village» dénoncé plus haut par Pierre Brochand.
Sans état d'âme, il vire l'excès de fonctionnaires et démantèle les innombrables associations et corporations qui s'en mettaient plein les poches, plombant les finances publiques et contraignant les populations à coups de «conscientisation» égalitaire et démocratique. Un exemple tiré de cet excellent entretien ? Les organisations internationales.
« Beaucoup d'entre elles devraient être supprimées. Je salue d'ailleurs le retrait des États-Unis de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il s'agit d'une organisation criminelle. Je pèse mes mots. L'OMS a, en effet, été responsable de crimes contre l'humanité à grande échelle durant la pandémie de Covid, au sens défini par l'article 7 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale. Les confinements imposés dans de nombreux pays ont constitué des atteintes à la liberté et à la propriété privée qui auraient pu faire disparaître l'humanité. La planète continue d'en payer le prix aujourd'hui. Pensez à ceux qui ont concocté l'Agenda 2030, un prétendu programme de développement durable à l'horizon 2030 qui se transforme en Pacte pour l'avenir. Qui a voté pour ces bureaucrates fils de p..., leur donnant le droit de décider de la vie de plus de 8 milliards d'êtres humains ? Personne !».

Le Figaro Magazine (7 et 8 février 2025)
C'est Philippe de Villiers qui fait la une ! Deux chiffres pour mesurer le succès du Vendéen, âgé de 75 ans : 200'000 exemplaires vendus de son dernier livre «Mémoricide» et un million de spectateurs au rendez-vous, chaque vendredi à 19 h sur CNews, pour cinquante minutes de conversation. « C'est la première fois de ma vie que je peux parler sans être coupé. »

Épilogue
Pendant ce temps, en Suisse, on recherche un candidat à la succession de la centriste Viola Amherd. Markus Ritter (1), pressenti, se voit reprocher d'être trop croyant, trop catholique, trop «traditionaliste», d'être proche de certains milieux évangéliques. Ce qui ne l'empêche pas d'en rajouter : «(Nicolas de Flüe) est le saint patron de notre pays. Je lui demande régulièrement qu'il intervienne pour le bien de notre pays, de notre peuple... mais aussi pour de bonnes décisions de la part des autorités... que ce soit le Conseil fédéral, le Parlement, mais aussi bien sûr les cantons» (RTS). On va suivre ce paroissien !

(1) Conseiller national, agriculteur de profession, 57 ans, président de l'Union suisse des paysans.

Luigi Mangione :

ou l'échec du système de santé américain

Mirco Canoci - Le 4 décembre 2024, Luigi Mangione âgé de 26 ans, tire trois coups de feu sur Brian Thompson, le CEO d'*UnitedHealtcare*. L'arme du crime aurait été conçue par l'auteur lui-même avec une imprimante 3D. Sur les douilles sont retrouvées deux inscriptions : *delay* et *deny*, «retard» et «refus» des mots reçus comme des incises par de nombreux Américains qui n'obtiennent pas le remboursement de leurs soins.

Luigi Mangione laissa délibérément dans un sac à dos un testament politique ainsi que des billets de Monopoly (sûrement pour émettre une critique du capitalisme).

Luigi Mangione est retrouvé quelques jours après le meurtre et rapidement érigé au rang de héros par de nombreux citoyens américains qui ne tardèrent pas à le surnommer le "Robin des bois des temps modernes". Ce jeune homme fascine les États-Unis par son profil atypique. En effet, on est bien loin des criminels pouvant être parfois caricaturaux avec des tatouages et des visages marqués venant souvent de milieux défavorisés. Au contraire, ce jeune homme aux origines lointaines italiennes, est issu d'une famille très aisée, propriétaire de différentes sociétés telles qu'un country club, un service de santé, une station de radio ainsi qu'une fondation.

Luigi Mangione a fréquenté une université aussi prestigieuse que coûteuse. Possédant un Bachelor et un Master en ingénierie, il se spécialisa dans l'intelligence artificielle et fut un programmeur pour une compagnie de jeux vidéo durant ses études. Après son diplôme, il travailla comme ingénieur de données pour un site de voitures spécialisé dans la vente au détail. Sur Internet, on peut le voir créer des robots, faire un brillant discours lors de sa promotion à l'université, apparaître entouré de ses compagnons d'université et de nombreuses belles jeunes femmes. Il n'est pas surprenant qu'il connut un tel succès auprès de ses semblables, car, en plus d'être doté d'une bonne situation économique, d'une grande intelligence et maturité pour son âge, son aspect physique est fort plaisant. Doté d'une musculature athlétique, il possède une gueule d'ange agrémentée d'un sourire charmeur qui ont fait chavirer le cœur de nombreuses jeunes femmes après sa nouvelle et sinistre notoriété.

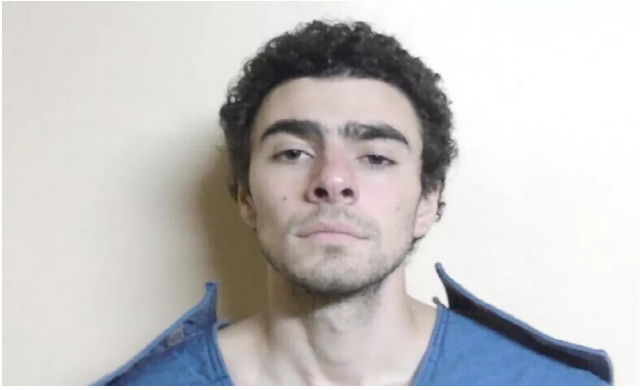
Problème de santé

Que s'est-il passé dans la tête de ce jeune homme à qui tout semblait réussir et promis à un brillant avenir pour en arriver à commettre l'irréparable ? Apparemment, il souffrait de spondylolisthésis, qui est une affection du squelette humain caractérisée par le glissement d'une vertèbre. Il souffrait également de la maladie de Lyme, une maladie infectieuse.

D'après le témoignage d'un de ces amis, ses problèmes de santé lui empêchaient tout rapport sexuel. Pour régler son problème de douleur au niveau de la colonne vertébrale, il entreprit une opération qui fut peu concluante. Ce serait à partir de ce moment-là que Luigi Mangione commença à entretenir des ressentiments envers les compagnies d'assurance maladie américaines. Il lut le fameux livre de Theodore Kaczynski «La société industrielle et son avenir». Ce texte est une critique virulente contre le capitalisme et la technologie. Kaczynski terrorisa les États-Unis et réussit même à faire publier son texte, sous la menace, dans le Washington Post et le New York Times. Il portait le fameux surnom de *Unabomber* . Il est fort probable que Luigi Mangione s'inspira de certaines des revendications politiques de l'*Unabomber*.

Une affaire symptomatique

Cette histoire tragique est loin d'être terminée et va certainement continuer à faire parler d'elle durant les prochains mois, voire années (le procès vient à peine de commencer). Cet acte violent met le doigt sur les problèmes des compagnies d'assurances américaines, telle la fameuse *UnitedHealtcare*, qui fit plusieurs milliards de dollars de bénéfices pour l'année 2024 au détriment de personnes n'étant pas ou peu assurées. Cette problématique dure aux USA depuis longtemps et nombreux sont les citoyens qui attendent des véritables réformes politiques dans ce dossier. Pas étonnant, car chaque année, ce sont environ 45'000 personnes qui décèdent aux États-Unis faute d'une couverture de santé insuffisante. Si vous n'avez pas les moyens d'être assuré dans ce pays, se faire soigner peut devenir très compliqué, voire impossible. La majorité des citoyens sont tout de même bien assurés grâce notamment à des assurances fournies directement par l'entreprise, mais il suffit par exemple d'un licenciement pour que votre couverture ne prenne plus en compte vos frais médicaux. Plusieurs films et séries ont très bien pointé du doigt cette problématique, tels la série "Breaking Bad" et le film "John Q".



Luigi Mangione :

ou l'échec du système de santé américain

Un problème global

En Suisse aussi, nous connaissons des problématiques avec les assurances maladies, tel le coût des soins et surtout les primes qui n'arrêtent pas de grimper et font perdre en pouvoir d'achat d'année en année. Pour des pays européens comme l'Espagne, l'Italie et le Portugal, les problématiques sont encore différentes. Les soins étant principalement gratuits, les attentes pour une consultation sont longues et parfois de mauvaise qualité. Pour avoir des accès aux soins de qualité, il convient... de souscrire une assurance privée ! Certes, les problématiques sont différentes et peu comparables avec les systèmes de santé américains éminemment plus complexes mais dévoilent tout de même un aspect universel concernant le coût des soins.

Conclusion

L'histoire de Luigi Mangione a mis en lumière tout un système qui, selon beaucoup d'Américains, privilégie le profit au détriment de la santé et de la vie des citoyens américains. Ce drame nous révèle l'urgente nécessité de réforme des assurances afin de pouvoir garantir un accès aux soins juste et équitable. Ce jeune homme qui se fait justice lui-même incarne le désespoir de millions de citoyens. Cette histoire nous montre également toute la perversité du pouvoir médiatique qui a tout fait pour faire passer cet homme pour un criminel dangereux et déséquilibré, alors même que les tests psychiatriques n'ont décelé aucun trouble psychique. Le pouvoir politique américain, aux mains des démocrates, craint vraisemblablement une révolte du peuple qui a peut-être commencé ! Une chose est certaine, l'histoire tragique de Luigi Mangione et de son acte restera gravée dans l'histoire et aura marqué les esprits. Le nouveau gouvernement républicain sera-t-il capable de trouver une solution, malgré les énormes intérêts financiers privés en jeu ? —

Le pape déclare la guerre à Trump

Nous vous proposons un résumé de l'article de Richard Cascioli paru dans La Nuova bussola quotidiana du 12 février 2025.

Dans une lettre adressée aux évêques américains, le pape François critique ouvertement la politique migratoire des États-Unis, dénonçant les expulsions massives de migrants en situation irrégulière. Il appelle les catholiques à s'opposer à ces mesures et à prôner la solidarité. Cette attaque, perçue comme un geste politique dirigé contre Donald Trump, omet toutefois de mentionner que les administrations de Biden et Obama ont mené des politiques similaires, voire plus sévères.

Le pape insiste sur le respect de «l'infinie dignité de tous» et estime que seules les personnes ayant commis des crimes violents ou graves devraient être expulsées. Cependant, cette position semble contradictoire avec la récente législation du Vatican, qui a renforcé les sanctions contre l'entrée illégale sur son territoire. L'Église catholique aux États-Unis œuvre depuis longtemps en faveur des migrants, souvent avec des financements publics, un fait que le Vatican semble ignorer.

L'auteur souligne que Donald Trump, malgré son ton provocateur, applique des politiques migratoires qui ont été celles de ses prédécesseurs. Les chiffres d'expulsions sous Joe Biden dépassent ceux de Donald Trump : 4,44 millions de rapatriements en deux ans contre 3,13 millions pour toute l'administration Trump et 3,16 millions sous Barack Obama. Même en termes d'expulsions forcées, Joe Biden a établi des records. Pourtant, François n'a jamais critiqué ces politiques lorsqu'elles étaient mises en œuvre par des démocrates.

Relevons dans ce courrier l'absence de condamnation papale sur d'autres sujets sociétaux majeurs. L'administration Biden a fait de la promotion de l'avortement une priorité, mais aucune lettre du pape n'a jamais été envoyée pour dénoncer cette politique. Au contraire, François a désavoué les évêques américains ayant refusé la communion à des responsables politiques pro-avortement, comme Nancy Pelosi. De même, le Pape n'a pas condamné la promotion de l'agenda LGBT par Joe Biden, alors que celui-ci en a fait un axe central de sa diplomatie. Cette attitude sélective alimente l'impression d'une papauté partiale, qui ne se réfère plus à des principes transcendants mais s'engage dans des conflits politiques, prenant systématiquement parti. Le pape adapte les enseignements de l'Église à ses propres convictions, ce qui affaiblit la crédibilité du Vatican, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Église. —

Photo catho

Le mystérieux dragon de
la cathédrale Saint-Pierre à Genève

En vrac

• Le ministère polonais de la Culture s'oppose à l'ouverture du Musée de la Mémoire et de l'Identité, dédié au pape Jean-Paul II, dont la construction est pourtant achevée. Cette action met en lumière la ligne anticléricale du gouvernement de Donald Tusk et de son parti, Plateforme civique. Dans le même temps, le gouvernement alloue 166 millions de zlotys (environ 38 millions d'euros) au Musée d'Art Contemporain, un projet soutenu par le maire de Varsovie, Rafal Trzaskowski, qui est également vice-président de Plateforme civique et candidat aux élections présidentielles. La Fondation *Lux Veritatis*, co-fondatrice du Musée de la Mémoire et de l'Identité, souligne que cette opposition fait suite à une tentative de retirer les croix des bâtiments publics et à une volonté d'éliminer l'enseignement religieux des écoles. Elle dénonce également le dénigrement constant des prêtres dans les médias, qu'elle considère comme étant alignés sur la ligne anticléricale du gouvernement Tusk.

• La nouvelle porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Claire Leavitt, 27 ans, a tenu hier sa première conférence de presse. Elle a impressionné la nuée de journalistes par son aisance et sa répartie. On a pu remarquer qu'elle arborait une croix qui brillait à la lumière: Karoline Leavitt est catholique et ne s'en cache pas. « Ma foi en Dieu me porte. Chaque jour quand je me réveille je fais mes prières et je demande à Dieu de me donner la force dont j'ai besoin pour tenir jusqu'au lendemain. »
« Je suis fièrement pro-vie. Je crois sincèrement qu'il s'agit d'une des questions essentielles auxquelles notre pays et notre monde sont confrontés. La question de la vie est de la plus haute importance. C'est très clair dans notre Constitution. Sans le droit à la vie, rien d'autre ne compte. Nous devons instiller une culture qui apporte, encourage et prend soin de la vie à nouveau, parce que malheureusement la gauche a vraiment dominé le message sur cette question. (https://yvesdaoudal.fr/2025/01/29/karoline-claire-leavitt/)

• Le dernier rapport de l'*Office for National Statistic* sur la population britannique révèle qu'en 5 ans, le nombre de jeunes s'identifiant comme LGBT est passé de 4,4 % à 10,4 %. Les bisexuels sont particulièrement en hausse. Il existe de fortes différences intergénérationnelles. Que nous disent ces données ? Que l'homosexualité n'est pas génétique, elle n'est pas une variable naturelle de l'orientation sexuelle mais le résultat d'un conditionnement. Si c'était un fait génétique/naturel, nous aurions le même quota d'homosexuels au fil du temps. En bref, l'homosexualité est le résultat d'un conditionnement.

• Javier Milei annonce le retrait de l'Argentine de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). La présidence évoque de profondes différences sur la gestion sanitaire, notamment lors de la pandémie de Covid-19. La présidence cite, dans son annonce, de *profondes différences sur la gestion sanitaire*, et *l'influence politique de certains Etats*. Les Argentins ne vont *pas permettre à une organisation internationale d'intervenir dans notre souveraineté, encore moins dans notre santé*, a indiqué le porte-parole de la présidence Manuel Adorni en conférence de presse.

• Les dirigeants européens sont face à un défi de taille pour affirmer leur leadership sur la scène mondiale, en particulier depuis le retour au pouvoir de Donald Trump. Les dirigeants européens ont hésité à adopter une position ferme, notamment en ce qui concerne les relations commerciales avec les États-Unis. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, peine pour affirmer son autorité, en particulier compte tenu de son soutien passé au président Biden et de ses relations tendues avec les États-Unis. (1)

• Un nouveau rapport de la Cour des comptes européenne révèle que la mobilité militaire au sein de l'Union européenne (UE) reste problématique. Le rapport souligne que le budget total alloué à la mobilité militaire par l'UE est modeste (1,7 milliard d'euros pour la période 2021-2027) et que l'enveloppe a été entièrement utilisée fin 2023. Cela signifie qu'il faudra attendre plus de quatre ans avant que de nouveaux fonds européens soient disponibles pour la mobilité militaire, ce qui compromet la stabilité et la prévisibilité du financement. (2)

(1) et (2)
https://lamatinaleeuropeenne.substack.com/

• Si l'on en croit la Commission de politique extérieure (CPE), la majorité des cantons ne devrait pas s'appliquer au paquet de traités avec l'UE - il manquerait à la CPE la base légale pour le référendum obligatoire. Elle veut faire passer les traités européens en douce devant le peuple et les cantons. Sur le fond, c'est un scandale. Mais cela montre aussi clairement que l'*initiative Boussole* et votre engagement sont d'autant plus importants. L'*initiative Boussole* garantit que la majorité des cantons sera respectée et que la participation démocratique sera préservée : **Les décisions si importantes pour la Suisse doivent être prises par la démocratie directe**. Plus vite nous déposerons l'initiative Boussole, plus la pression sur le Conseil fédéral sera forte pour qu'il ne puisse pas faire passer les traités européens en douce devant les cantons.
Pour empêcher une adhésion passive à l'UE et garantir la démocratie directe en Suisse, récoltez des signatures pour l'initiative Boussole !

Commandez maintenant ICI d'autres feuilles de signatures.

Suisse-UE : Soutien mitigé des grandes organisations économiques

NZZ du 5 février 2025 – **En substance : le matraquage d'*economiesuisse* est trompeur**. Les milieux économiques sont aussi divisés que les partis politiques. (Parenthèses ajoutées à la traduction)

«Une grave récession en Suisse serait la chose la plus favorable à l'affaiblissement du climat d'euroscepticisme, mais personne ne veut d'une récession. (...)

«Pour certains opposants, le traité «menace» la Suisse d'un rapprochement (institutionnel) avec une association d'États en difficultés économiques, qui est aussi un acteur de classe mondiale en matière de sur-réglementation.

«Obstacle majeur : le projet d'«adoption dynamique du droit». Si l'UE modifie des règles pertinentes par rapport aux accords bilatéraux, la Suisse devrait les adopter. Si Berne ne s'aligne pas, l'UE pourrait imposer des sanctions (Sanktionen). (...)

«Pour le président d'*economiesuisse* Christoph Mäder, il est «crucial» que le traité de l'UE empêche «de manière étanche» une extension de la réglementation européenne à de nouveaux domaines qui ne sont pas couverts par le paquet de traités bilatéraux (institutionnalisés). C'est le cas selon le gouvernement. Mais Mäder veut d'abord voir les détails du contrat avant de porter un jugement définitif (...).

François **SCHALLER**

«Même au sein de *Swiss Holdings*, qui regroupe environ 65 groupes industriels et de services internationaux, l'enthousiasme pour le traité de l'UE semble limité. Le niveau élevé de réglementation de l'UE susciterait un certain scepticisme. On ne ressent pas beaucoup d'enthousiasme pour le traité.

«Les membres de l'*Union suisse des arts et métiers* (*USAM*) sont divisés. Selon l'association, environ 40% de ses membres sont orientés vers l'exportation et 60% sont orientés vers le marché intérieur. Les entreprises du deuxième groupe ont tendance à voir les inconvénients plutôt que les avantages.

«Parmi les inconvénients évoqués figurent les craintes concernant l'effet rétroactif des réglementations supplémentaires de l'UE sur la Suisse. Et, selon les syndicats, les doutes concernant les réglementations sur la protection des salaires. Lors d'une future campagne référendaire, il est peu probable que l'*USAM* figure parmi les fervents partisans.» — (paru sur X du 5 février 2025)

USAID : La grande machination médiatique dévoilée

Ce qu'on subodorait depuis toujours vient d'être exhumé au grand jour par l'examen des dépenses de l'USAID: le gouvernement américain finançait bel et bien en sous main les médias du monde entier pour influencer les opinions, flatter le progressisme, vanter le wokisme et promouvoir toutes les nuances qui vont avec pour pervertir le monde libre.

Au total, ce sont plus de 6.200 journalistes, 707 médias et 279 «ONG» médiatiques qui étaient «arrosés» pour fabriquer l'information. Rien qu'en Ukraine tant soutenue par la presse mainstream, 9 journaux sur 10 vivaient du soutien direct de l'USAID qui aura en conséquence joué un rôle majeur dans le coup d'état de février 2014.

La prestigieuse BBC était elle-même sponsorisée à concurrence de près de 10 % - des millions par dizaines- par l'USAID, cette BBC qui, à l'instar de tous les médias mainstream accusent aujourd'hui les Russes d'ingérence électorale alors qu'ils sont eux-mêmes pourris jusqu'à la moelle par les démocrates de la Maison Blanche.

Vincent **PELLEGRINI**

Avec le retour inattendu de Trump, forcément combattu par tous les affidés médiatiques se nourrissant du Système, plus rien ne sera jamais comme avant. En vérité, la cible première de la purge de l'USAID n'est autre que George Soros: la caisse noire de l'USAID lui permettait de financer à bon compte - il a reçu à lui seul de ce bazar 260 millions $ - la machine d'influence de la gauche mondialiste. C'est par ce biais que Soros achetait les élections, les politiciens, les journaux, les émissions de radios et TV, les juges et les procureurs.

Musk et Trump viennent en 15 jours de couper la tête du serpent. Il leur reste quatre ans pour vider le marais. — (paru sur FB du 10 février 2025)

Désirez-vous recevoir notre Lettre ? Rien de plus facile : **cliquez ici !**

CH21 8080 8004 5427 1100 1
Bénéficiaire :
Perspective catholique
1203 Genève

Comment nous aider ?

Principalement par une contribution financière nous permettant d'organiser des conférences et d'expédier notre Lettre.
Le QR vous facilitera votre versement.

Autre idée : nous verser une petite somme mensuellement (20.- / 30.- / 50.- ou plus)
D'avance, nous vous remercions

www.perspectivecatholique.ch